

Une histoire sociale de la Chine communiste

Judith AUDIN

Tania Angeloff présente une synthèse originale de la société chinoise des soixante dernières années. Son approche sociale de l'histoire chinoise permet de reformuler les questionnements sur l'évolution politique de la Chine, notamment les tensions entre l'apparent conservatisme et le processus de modernisation.

Recensé : Tania Angeloff, *Histoire de la société chinoise (1949-2009)*, Paris, La Découverte, 2010, 128p., 9€.

En France, le rattachement de l'étude de la Chine à une discipline particulière, la sinologie, a longtemps orienté les questionnements autour de sa civilisation et de sa culture essentialisées. Or actuellement, cet objet de recherche commence à se banaliser. La synthèse de Tania Angeloff semble confirmer cette tendance. Elle est construite à partir d'une entrée en matière originale, l'histoire sociale. Ce choix reflète les nouvelles orientations de la recherche académique sur la Chine : il s'agit de comprendre le fonctionnement d'une société complexe, en utilisant tous les outils des sciences sociales.

L'auteur s'attache ainsi à mettre en valeur les transformations majeures de cette société depuis les années 1950, en vue de mieux comprendre les étapes franchies dans la construction de la modernité chinoise. Sceptique vis-à-vis des approches culturalistes et relativistes, elle se demande dans les quatre premiers chapitres quelle forme de modernité s'est affirmée à partir de 1949 sur fond d'apparente stabilité politique et dans les deux derniers comment se caractérise la société actuelle.

La structure chronologico-thématique de la synthèse suit l'évolution des tendances à une échelle macrosociale (démographie, éducation, etc.) et effectue des allers et retours entre les décisions politiques et leurs conséquences sociales, ce qui fait prendre conscience des différents rythmes historiques propres à chaque aspect de la société. Non seulement l'auteur dresse un bilan sérieux des épisodes ayant marqué l'histoire de la République Populaire, mais surtout, elle propose

un éclairage original qui ouvre des perspectives pour renouveler les problématiques sur le sujet.

Une approche originale : une histoire de la Chine sous l'angle du social

Les premiers chapitres de l'ouvrage retracent l'évolution des structures sociales depuis 1949 en recherchant les points de continuité et de rupture. Il est nécessaire en effet de remonter aux fondements du régime en 1949 et d'analyser les évolutions qui ont marqué l'histoire de la société chinoise contemporaine. Dans le premier chapitre, certains éléments de contexte peu connus sont mis en lumière, notamment l'éducation dans les années 1950, la campagne d'alphabétisation, la simplification des caractères, ainsi que le développement du malthusianisme. Surtout, c'est à cette époque que se met en place un « quadrillage totalitaire » de l'ensemble de la société (p. 19). L'argumentation suggère que le système chinois a été particulièrement efficace dans la mesure où il a essentiellement fonctionné sur la base d'une intériorisation du contrôle par les individus au quotidien : le corps social était entièrement supervisé par le système des unités de travail, du dossier individuel, des comités de voisinage, au sein d'un État fortement centralisé et hiérarchisé, procédant par campagnes de masse pour mobiliser la population. L'auteur met en lumière les ambivalences du régime face à l'espace critique à travers les exemples du mouvement des Cent Fleurs et de la campagne anti-droitière (p. 24).

Les chapitres suivants se concentrent sur les épisodes du Grand bond en avant et de la Révolution culturelle, en insistant sur leurs conséquences sociales. Le Grand bond en avant (1958-1961) a représenté la mise en œuvre du collectivisme absolu, dans un effort de rompre avec le modèle soviétique (p. 27). Cette expérience vécue comme un traumatisme par la population (le gigantisme ayant eu un coût humain extrêmement lourd) a conduit à des transformations importantes dans la société de l'époque : une décollectivisation dans les campagnes et un certain développement de l'emploi urbain.

La Révolution culturelle suscite encore de nombreux débats entre historiens. L'auteur souligne les enjeux de la périodisation sur le plan historiographique (p. 36-37). La « crise du régime » (1966-1969) comporte quatre phases : tensions entre Mao et l'establishment ; lancement des Gardes rouges contre les intellectuels et les cadres du Parti ; prise des institutions et exactions incontrôlables ; intervention de l'armée en vue de contenir les débordements de la terreur (p. 37-42). Mais surtout, on peut noter un effort d'analyse consacré à la jeunesse chinoise comme élément d'explication de l'intensité des luttes entre les factions (p. 39). La campagne d'envoi massif de jeunes citoyens à la campagne durant la « fin de règne » (1970-1976) est en priorité motivée par le besoin d'endiguer la violence des Gardes rouges. Du fait des souffrances de ses nombreuses

victimes, cette période de dix ans est considérée comme « perdue » (p. 48).

Les débuts de l'ouverture, après la mort de Mao en 1976 et jusqu'en 1989 (chapitre IV), traduisent « une alternance de réformisme politique et de réactions conservatrices » (p. 49). L'auteur aborde l'impact de la Révolution culturelle dans le monde intellectuel et dans l'éducation. À la fin des années 1970, le pragmatisme politique, économique et social s'installe (p. 50). Les décisions prises sous Deng Xiaoping (Quatre modernisations, création des zones économiques spéciales) apportent un dynamisme économique rapide et spectaculaire. Cependant, le changement de régime s'effectue dans un climat social tendu. Le développement a un coût : accroissement des inégalités entre les villes et le monde rural, impulsion d'une politique antinataliste stricte, apparition de « laissés-pour-compte » (p. 66). Le pessimisme et la colère s'expriment dans des mouvements sociaux de grande ampleur. Leur répression sur la place Tiananmen en juin 1989 représente une rupture importante ; elle a pour conséquence un profond désenchantement au sein de la société, tandis que la crise sociale se déplace (p. 68).

La société chinoise s'est donc formée de 1949 à 1989 à partir de nombreuses expériences sociales et politiques marquantes. En accordant autant d'importance aux mutations économiques majeures qu'aux réformes dans l'éducation (notamment la privatisation de l'enseignement), le lien analytique avec la période précédente est maîtrisé. L'argumentation de l'auteur réfute ainsi plusieurs idées reçues autour de la période post Révolution culturelle : l'économie n'est pas le seul secteur qui se transforme et la domination est un processus politique complexe. En particulier, la recomposition de l'action de l'État au niveau local constitue un élément essentiel de son fonctionnement. La réforme chinoise reposait sur un ensemble de pratiques locales qui ont participé de la mise en place d'expériences pilotes progressivement étendues à l'échelle nationale. Par ailleurs, les décisions en matière de politique publique ont généré des espaces d'opportunité investis par l'ensemble des acteurs sociaux au sein d'un cadre dynamique producteur de nouvelles normes. Les décalages entre discours politiques et pratiques sociales sont donc spécifiques au système chinois. « L'emprise autoritaire du régime chinois apparaît sans doute dans ces frontières ténues entre le légal et l'illégal, le juste et l'injuste » (p. 57).

Une synthèse documentée sur l'évolution récente de la société

La qualité de l'ouvrage tient à sa maîtrise de la littérature historique (Fairbank, Frolic, Bergère, Bianco), mais aussi à sa connaissance des références sociologiques (Davis, Perry, Rocca, Thireau) occidentaux et chinois (Chen Yingfang) sur la société chinoise. Le texte est actualisé, parfois un peu descriptif mais c'est un format adapté pour une approche synthétique, qui fait

ressortir les multiples aspects de la Chine, véritable mosaïque tant sur le plan démographique ou géographique que dans les domaines économique, social et culturel.

Les chapitres V et VI se concentrent sur les deux dernières décennies, associées à l'entrée dans la modernité. La spécificité des années 1990 sous la direction de Jiang Zemin réside dans la priorité absolue accordée à la libéralisation économique et à la croissance économique, ce qui entraîne des bouleversements profonds dans les domaines du travail, de la vie quotidienne et de la protection sociale (p. 69). Ces réformes sont paradoxales ; l'auteur montre que le « développement » économique rapide s'accompagne d'un ensemble de « questions sociales » : troubles sociaux associés à un désinvestissement de l'État dans les services publics, développement urbain et paupérisation des campagnes, évolution des modes de vie et « révolution chinoise de la consommation » (p. 79). Les années 2000 révèlent les ambiguïtés de la situation politique, entre continuité et stratégie adaptative des leaders, en vue de limiter l'accentuation des résistances sociales et ethniques (p. 89). À la différence des mouvements pré-1989, la mobilisation paraît plus « légitime » ; elle ne se dit pas « politique » mais « citoyenne » (p. 101).

Malgré l'absence de certains faits sociaux comme le développement du droit et des principes de justice (étudiés notamment par Isabelle Thireau), qui enrichissent considérablement les modes d'action revendicative au quotidien et quelques facilités de langage dans la réflexion sur les « valeurs » sociales « modernes » ou sur le système politique chinois, ce bilan de la société actuelle apparaît complet. L'auteur choisit avec raison d'aborder des aspects habituellement peu évoqués : rapports de genre, prostitution, culture et médias, religion et question des minorités.

Cette synthèse se révèle rigoureuse sur le plan méthodologique et sur l'interprétation des faits eux-mêmes. La perspective est novatrice, en particulier pour sa capacité à maintenir un prisme social sur les débuts de la période maoïste. Elle dénote un effort de dialogue avec les sciences sociales combiné à un travail de synthèse historique. Bien documentée tout en restant concise, la plus grande qualité de l'analyse réside dans son attachement à souligner les paradoxes de la situation chinoise en insistant sur ses contradictions et ses ambiguïtés : cette société est en effet « singulière, complexe, hétérogène » (p. 112). L'approche de l'histoire chinoise par le social permet de formuler autrement des questionnements sur les ressorts du politique, notamment les tensions entre l'apparent conservatisme et le processus de modernisation. Cet ouvrage s'avère donc indispensable pour une première approche de la société chinoise par des étudiants ou des lecteurs amateurs ; il vient combler un manque dans les fondamentaux sur la Chine et invite à étudier sa trajectoire propre.

Pour aller plus loin :

Jean-Louis Rocca, *La condition chinoise : la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Paris, Karthala, 2006.

_ (dir.), *La société chinoise vue par ses sociologues : migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

_, *Une sociologie de la Chine*, Paris, La Découverte, 2010.

Laurence Roulleau-Berger (dir.), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Editions, 2008.

« Terrains chinois », *Terrains et travaux*, n°16, février 2009.

Isabelle Thireau et Wang Hansheng (dir.), *Disputes au village chinois : formes du juste et recomposition des espaces normatifs*, Paris, Editions de la MSH, 2001.

Isabelle Thireau et Hua Linshan, *Les ruses de la démocratie : protester en Chine*, Paris, Seuil, 2010.

John Fairbank, Merle D. Goldman, *Histoire de la Chine : Des origines à nos jours*, Tallandier, 2010.

Bergère, Marie-Claire et Bianco L., Domes J., *La Chine au XX siècle : d'une révolution à l'autre, (1895 à 1949)*, Paris, Fayard, 1989-1990, deux tomes : t. 1 : *D'une révolution à l'autre*, t. 2 : *De 1949 à aujourd'hui*.

Bergère, Marie-Claire, *La Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2000.

Bianco, Lucien, *Les origines de la révolution chinoise, 1915-1949*, Paris, Gallimard, 1997 (3ème édition, révisée).

Brook, Timothy et B. Michael Frolic (sous la direction de), *Civil society in China*, Londres, M.E. Sharpe, 1997.

Perry, Elizabeth J. et Mark Selden (sous la direction), *Chinese Society: Change, conflict and resistance*, Londres, Routledge, 2000.

Article publié dans lavedesidees.fr, le 17 novembre 2010.

© **lavedesidees.fr**